

AÏN-TÉMOUCHENT

Circoncision collective à Chaâbet El-Leham

Une très bonne initiative de solidarité qu'a prise une dame bienfaitrice en prenant en charge la circoncision de cinq enfants issus de familles démunies dans la commune de Chaâbat El-Leham à 4 km du chef-lieu de wilaya Aïn-Temouchent. Cette action commence par l'habillement jusqu'à l'acte chirurgical en lui-même.

Cette dame charitable a organisé une fête traditionnelle en invitant tous les habitants de la cité les palmiers où résident des familles pauvres.

Cette louable action de bienfaisance et de solidarité a soulagé ces familles qui éprouvent toutes les peines du monde à joindre les deux bouts et rencontrent des difficultés financières pour accomplir cet acte médical.

L'occasion a été aussi un moment de retrouvailles entre les familles qui se sont perdues de vue depuis belle lurette.

S. B.

BOUMERDÈS

Grève illimitée chez BCR

Les 300 travailleurs de l'entreprise BCR (Boulonnerie, coutellerie et robinetterie) de Bordj-Menaïel (wilaya de Boumerdès) sont en grève illimitée depuis mercredi après-midi.

Cet arrêt de travail a été déclenché à l'initiative des seuls travailleurs et sans l'assentiment de leur section syndicale affiliée à l'Ugta (Union générale des travailleurs algériens).

Les protestataires ont 4 revendications. En matière de salaires, on peut considérer que les travailleurs de cette unité qui produit des articles de prestige (coutellerie, plateaux et robinets en inox) ne roulent pas sur l'or. Et pour cause, les grévistes pensent qu'ils sont sous-payés. A ce propos, ils dénoncent le refus de leur direction d'appliquer les décisions gouvernementales au sujet des aménagements du fameux article 87bis. «Chez nous, la grille de salaires commence toujours à 12.000 dinars», disent les grévistes qui précisent qu'un ouvrier professionnel (OP) travaillant dans la chaîne de production ne dépasse pas un salaire mensuel net de 24 000 dinars. «Il y a lieu d'inclure dans ce salaire toutes les primes comme celles du transport, du panier et de la femme au foyer.»

Nos interlocuteurs citent bien d'autres exemples concernant justement cette grille des salaires. On nous présente, en effet, un chef de service titulaire d'un DEUA (Diplôme des études universitaires d'application) avec 13 ans d'expérience dont

3 au sein de BCR qui est rémunéré sur la base (salaire de base) de 17 000 dinars mois. «Avec toutes les primes et tous les avantages, j'arrive à peine à empocher 36 000 dinars par mois», nous certifie le concerné.

Pour une entreprise hautement rentable puisque ses articles sont très demandés sur le marché et que

ses bénéfices se comptent annuellement par dizaines de milliards, il y a, semble-t-il, un décalage sur la nécessité de rémunérer à leur juste valeur les efforts des travailleurs. Les protestataires réclament en outre le versement de leur part du bénéfice fait par l'entreprise en 2015 et la confirmation, à leurs postes, de la centaine de travailleurs qui sont recrutés, certains depuis 5 ans, par le biais des CDD (Contrat à durée déterminée). Les grévistes exigent également le départ du directeur de l'industrie de la filiale de Bordj-

Menaïel (production) lequel, estiment-ils, a un comportement néfaste envers les travailleurs.

S'agissant du contact avec les responsables ; madame Brahimi, la secrétaire générale de la section syndicale a bien voulu répondre à nos questions pour confirmer les revendications des travailleurs. Ce n'est malheureusement pas le cas du P-dg de cette filiale du Groupe BCR Sétif qui a invoqué une réunion pour ne pas nous recevoir.

Abachi L.

Le maire de Zemmouri condamné à 12 mois de prison ferme

L'actuel P/APC (FLN) de Zemmouri (ex-Courbet) wilaya de Boumerdès, Brahim L., a été condamné, en première instance, par le tribunal correctionnel de Rouiba à 12 mois de prison ferme et 100 000 dinars d'amende. Le procureur du même tribunal avait requis 24 mois de prison ferme.

Le maire de Zemmouri est accusé d'établissement et la remise illégitime d'un document officiel. Le même maire de Zemmouri tombe, dans cette affaire, sous l'article 43 du code communal qui oblige le wali à suspendre sa mandature jusqu'au verdict final.

Par ailleurs, le même responsable (le maire) est cité dans une autre affaire liée à l'exploitation illégale d'un terrain domanial sous la tutelle des Services des forêts de Boumerdès et la destruction d'un patrimoine forestier.

Dans ce dossier, un citoyen d'Aït Amrane (wilaya de Boumerdès) a fait un tour à la forêt marine du Sahel (Zemmouri El Bahri ex-Courbet marine) accompagné du maire de Zemmouri étant donné que cette forêt fait partie du territoire qu'il administre.

Selon ce que nous a relaté un agent administratif des forêts, un peu plus tard, le même citoyen est revenu avec des engins de travaux publics pour commencer à défricher une partie de la forêt. Il a donc abattu illégalement des arbres et le maquis sur une superficie de 2 000 m² avant d'être stoppé par l'intervention des agents forestiers. Ces derniers ont établi un rapport d'expertise qu'ils ont transmis au procureur du tribunal de Bordj-Menaïel.

Le magistrat a, selon nos sources, ouvert une enquête et a demandé à la Gendarmerie nationale d'auditionner toutes les personnes impliquées dans cette affaire, y compris le premier magistrat de la commune de Zemmouri, Brahim L. D'ailleurs le gérant d'un bureau d'études, cité dans ce dossier, fait l'objet d'un avis de recherche. Les services de sécurité et le parquet de Bordj-Menaïel veulent savoir si l'action de destruction d'arbres par ce citoyen d'Aït-Amrane n'a pas été précédée de la délivrance d'une autorisation illégale et si le terrain ciblé (1 ha) n'a pas été l'objet d'une transaction illicite.

Nous avons tenté de joindre le maire de Zemmouri pour entendre sa version des faits dans ce dossier. Mais il n'a pas daigné décrocher son portable.

Abachi L.

HYGIÈNE PUBLIQUE

De nouvelles bennes à ordures pour les quartiers à Tiaret

La commune de Tiaret vient de procéder à l'acquisition de quelque 100 bennes à ordures au profit des quartiers de la ville et ce, au titre des dispositions adoptées lors des différentes rencontres consacrées à l'hygiène publique, un dossier qui n'a à aucun moment cessé de figurer parmi les premières priorités des autorités de la wilaya.

Les citoyens ont dû remarquer le remplacement des anciennes bennes par d'autres sous un nouveau design et plus grandes en termes de capacité. Mais, le constat demeure amer, voire insoutenable, en l'absence d'un civisme réel du citoyen dont l'adhésion est souhaitée à plus d'un titre.

Doté d'un couvercle amovible conçu spécialement pour mieux contenir les déchets et les odeurs qu'ils dégagent, ces bacs métalliques de couleur jaune et parfois orange sont aussi mal utilisés que les précédents, les sacs à ordures n'étant pas

déposés dedans.

En effet, même si ces bennes sont vides, il arrive que certains citoyens sans scrupule balancent anarchiquement leurs détritiques et autres immondices qui s'entassent aux alentours à même d'obstruer très souvent les trottoirs, ce qui n'est pas sans compliquer davantage la tâche des agents communaux chargés de la collecte des ordures.

Malheureusement, ni le ramassage effectué régulièrement par les services de la commune ni les campagnes périodiques de volontariat

ciblant plusieurs quartiers et encore moins les mesures d'éradication des points noirs engagées par la wilaya avec le recours prochainement au système de concession n'ont pu jusque-là faire évoluer les choses, ce qui laisse supposer que nous sommes encore loin de prétendre à une ville propre.

Tout récemment, un investisseur dans le domaine du recyclage de plastique à Alger a eu l'agréable idée d'offrir à titre gracieux un lot de sachets à ordures imprimés à distribuer aux ménages à Tiaret. Déjà le week-end dernier, plusieurs familles en sortant du parc d'attractions ont eu droit à ces petits «sacs poubelles». Les parents devraient apprendre à leur progéniture à s'en servir pour participer de manière efficace aux efforts consentis pour la protection de l'environnement.

Mourad Benameur

KHENCHELA

Un centre de dépistage et d'éducation thérapeutique pour les diabétiques

Une bonne nouvelle pour les malades diabétiques, un centre de dépistage et d'éducation thérapeutique ouvrira ses portes dans quelques jours.

C'est ce qu'a annoncé M. Hammou Bakouche, wali de Khenchela, en marge de l'ouverture des activités de la clinique mobile Changing diabète au profit du public et des malades, du 14 au 23 mai 2016 à la placette Abbès-

Laghrou en face de la cinémathèque.

De son côté, M^{me} Nadir représentante du ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière a invité tous les partenaires, à savoir les médecins, les

paramédicaux, les labos et les associations à une bonne collaboration pour une meilleure prise en charge des malades diabétiques et une bonne sensibilisation du public afin de mieux vivre avec ou sans diabète.

Ce village pour les diabétiques vient d'ouvrir ses portes et a lancé ses activités dites responsabilités sociales qui visent à prévenir,

dépister et améliorer la prise en charge des personnes atteintes de diabète dans la wilaya de Khenchela.

Dix-huit wilayas visitées par la clinique Changing diabète selon M. Chenoufi Fayçal, DSP de la wilaya, qui a ajouté que ces activités permettront aux malades d'être dépistés et de bénéficier d'examen gratuits visant à connaître

les complications associées au diabète en collaboration avec les labos Novo Nordisc. Enfin, le wali a promis aux présents de veiller lui-même sur toutes les modalités de préparation et d'équipement afin de permettre aux instances compétentes d'ouvrir le centre de dépistage pour les diabétiques dans les délais.

Benzaïm A.